

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-21-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26

Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 5

Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, M. LORiot-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, K. HALLOUL, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO

G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT

Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT

C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS

L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

OBJET : MISE EN CONFORMITE DU PERIMETRE DE PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS PERIURBAINS (PAEN) PAR RAPPORT AUX DISPOSITIONS DE LA LOI N°2019-1428 DU 24 DECEMBRE 2019

NOTE DE SYNTHESE

Les articles L. 113-15 et suivants du Code de l'Urbanisme, issus de la loi relative au Développement des Territoires Ruraux (DTR) du 23 février 2005, permettent aux départements d'exercer une compétence en matière de protection et de mise en valeur d'espaces agricoles et naturels périurbains.

Cette compétence offre la possibilité de créer des périmètres de protection à long terme sur des espaces agricoles et naturels, identifiés comme tels dans les documents d'urbanisme (SCOT et PLU), et de les mettre en valeur par l'intermédiaire d'un programme d'actions.

Une démarche PAEN a été menée sous co-pilotage Département-CAPI-Chambre d'agriculture de l'Isère, en lien étroit avec les communes, entre 2017 et début 2020 sur 8 communes de la CAPI, dont la nôtre. Le projet a fait l'objet d'une importante phase de co-construction avec les acteurs du territoire (élus des communes et de l'intercommunalité, agriculteurs, forestiers, environnementalistes...) et a été soumis à enquête publique à l'automne 2019, le commissaire enquêteur ayant exprimé un avis favorable le 22 novembre 2019.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-21-05 DU 21 DECEMBRE 2020

En accord avec notre commune et les conclusions du commissaire enquêteur, le Conseil Départemental de l'Isère a ainsi approuvé le 24 janvier 2020 la création d'un périmètre PAEN pour VILLEFONTAINE et du programme d'actions correspondant.

Or la loi n°2019-1428, promulguée le 24 décembre 2019 a modifié certains articles du code de l'urbanisme (L113-17 et L113-19 notamment) relatifs aux règles de définition des périmètres PAEN. Notamment, les terrains concernés par un projet d'infrastructure publique de transport faisant l'objet d'un acte réglementaire (arrêté de prise en considération, projet d'intérêt général ou déclaration d'utilité publique), ne peuvent plus désormais figurer dans un périmètre PAEN. Dès lors, pour mettre en conformité les périmètres PAEN existants vis-à-vis de cette nouvelle disposition législative, le Département a engagé une modification de périmètre du PAEN.

En effet, notre territoire est concerné par la DUP du projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin, déclaré d'utilité publique par décret en date du 23 août 2013. Les terrains initialement placés dans le périmètre PAEN et concernés par le faisceau de ce projet doivent donc être retirés du périmètre PAEN. Environ 6% du périmètre total du PAEN est concerné à l'échelle de la CAPI, dont une partie sur notre commune, les 94% restant demeurent inchangés.

Par courrier du 23 septembre 2020, le Département a saisi la commune de Villefontaine pour avis sur le nouveau périmètre du PAEN.

La présente délibération a pour objet :

- De recueillir l'accord de la commune concernant la mise en conformité du périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) avec les dispositions de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019.
- D'autoriser Monsieur le maire à notifier cet accord au Président du Département de l'Isère, et signer tout document relatif à cette modification de périmètre.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'Urbanisme,

Vu la loi n°2019-1428 promulguée le 24 décembre 2019,

Vu le courrier du Département en date du 23 septembre 2020 sollicitant l'avis de la commune sur la modification du périmètre du PAEN engendrée par la loi susvisée,

Vu l'avis favorable de la commission Environnement et développement durable du 18 novembre 2020,

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-21-05 DU 21 DECEMBRE 2020

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE la mise en conformité du périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) avec les dispositions de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019, cette mise en conformité impliquant la modification du périmètre du PAEN sur la commune, comme présenté dans les cartes ci-annexées.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à notifier cet accord au Président du Département de l'Isère, et signer tout document relatif à cette modification de périmètre.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

